Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-514** **11/06/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidatures : 10 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence de l'eau Loire-Bretagne :

1 poste de chargé(e) d'affaires administratives (catégorie A) à ORLEANS (45).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de coordinateur(rice) d'études scientifiques de l'unité phytopharmacovigilance et observatoire des résidus de pesticides - surveillance de la contamination des milieux aquatiques et des sols (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de coordinateur(rice) d'études scientifiques de l'unité phytopharmacovigilance et observatoire des résidus de pesticides - pratiques culturales dont biocontrôle, phytotoxicité et apparition de résistances (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projet scientifique et technique en évaluation des risques physico-chimiques liés aux aliments (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projets scientifiques et techniques en antibiorésistance (catégorie A ou agent contractuel) à LYON (69).

1 poste de vétérinaire en anatomie pathologique des espèces équine et asine (F/H) (agent contractuel de catégorie A) à GOUSTRANVILLE proche Dozulé (14).

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de chef(fe) de l'unité programmes opérationnels (catégorie A) à MONTREUIL (93).

Parc amazonien de Guyane :

1 poste de chargé(e) de mission tourisme (catégorie A ou agent contractuel) à REMIRE-MONTJOLY (Guyane).

Parc National du Mercantour :

1 poste de chargé(e) de mission pédagogie/éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) (catégorie A ou agent contractuel) à NICE (06).

Parc National des Pyrénées :

1 poste de chef(fe) d'unité territoriale Bigorre (catégorie A/A+) à LUZ SAINT SAUVEUR (65).

Le sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Michel GOMEZ

Orléans, le 9 juin 2015

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE

EMPLOI TYPE	**CHARGE(E) D'AFFAIRES ADMINISTRATIVES**
CATEGORIE DU POSTE	II ou fonctionnaire technique détaché(e) de catégorie A
AFFECTATION	**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS GENERAUX** *Service des Moyens Généraux*
RESIDENCE ADMINISTRATIVE	**ORLEANS (45)**
TYPE DE CONTRAT	Contrat à durée indéterminée *(recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'état)* ou par voie de détachement pour les fonctionnaires
POSTE A POURVOIR A PARTIR DU	1er septembre 2015

MISSIONS PRINCIPALES	Piloter l'activité du pôle logistique de l'agence avec une équipe de 6 agents et assurer l'intérim du chef de service Exercer la mission d'inspecteur santé sécurité au travail sous l'autorité directe du directeur général de l'établissement (*formation obligatoire à Lyon de 11 semaines de septembre 2015 à février 2016)*
ACTIVITES PRINCIPALES	▪ Organiser et suivre l'activité des agents chargés : du courrier, des opérations de routage, de l'atelier de reprographie et des pôles d'impression, du parc auto et de la réception des livraisons ; ▪ Préparer les marchés d'achat de services, de biens mobiliers, fournitures, équipements divers et intendance, nécessaires au fonctionnement de l'agence, en suivre l'exécution ; ▪ Gérer la relation client fournisseur dans le cadre de la règlementation des marchés publics ▪ Gérer les contrats de maintenance des équipements techniques ou les prestations concernant son secteur d'activité (siège et délégations) ; ▪ Assurer et suivre la gestion budgétaire, comptable et statistique de l'activité ; contribuer à établir et suivre les indicateurs de fonctionnement de son secteur d'activité ;
RATTACHEMENT HIERARCHIQUE	Chef du Service des Moyens Généraux
RELATIONS FONCTIONNELLES	▪ Internes : toutes les unités de l'agence. ▪ Relation avec les représentants du personnel et les membres de droit du CHSCT dans le cadre du volet santé sécurité au travail. ▪ Externes : fournisseurs de l'agence.

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE	▪ Expérience confirmée dans la gestion des moyens généraux, ▪ Expérience des achats de prestations de biens mobiliers et d'intendance, ▪ Maîtrise des outils bureautiques. ▪ Connaissance des marchés publics. ▪ Connaissance de la réglementation en matière de santé et de sécurité au travail.
SAVOIRS FAIRE	▪ Savoir analyser et synthétiser une demande / un dossier / un sujet, ▪ Savoir être force de proposition, ▪ Savoir travailler de manière organisée et méthodique, ▪ Savoir présenter les informations et les expliquer, ▪ Savoir rédiger, ▪ Savoir coordonner et animer un groupe de travail / une équipe.
FORMATION	Conditions statutaires : Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 2ème cycle de l'enseignement supérieur (Bac + 3 ou Bac + 4), ou d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs ou de commerce, ou tout autre titre ou diplôme équivalent. Recrutement interne : justifier d'une expérience d'au moins 6 années de services effectifs dans des fonctions de catégorie III au sein d'une agence de l'eau.
SPECIFICITE DU POSTE	Ce poste est ouvert aux personnes handicapées.
ENVOI DES CANDIDATURES **POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE**	Les candidatures (lettre manuscrite et CV) doivent être déposées sur la bourse de l'emploi avant le **27 juin 2015** Contacter Mme Myriam LORAND : ☎ 02 38 51 74 00

www.eau-loire-bretagne.fr

Date : 4/06/2015

Poste à pourvoir	**Coordonnateur d'études scientifiques de l'unité Phytopharmacovigilance et Observatoire des résidus de pesticides (H/F) – surveillance de la contamination des milieux aquatiques et des sols**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur

Direction de l'évaluation des risques (DER) / Unité en charge de la phytopharmacovigilance et de l'Observatoire des résidus de pesticides (UPPV-ORP)

Missions / contexte

Dans le cadre de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014, le législateur a confié à l'Anses la mise en œuvre d'un dispositif de surveillance des effets indésirables des produits phytopharmaceutiques sur l'homme, les animaux d'élevage (dont l'abeille domestique), les plantes cultivées, la biodiversité, la faune sauvage, l'eau et le sol, la qualité de l'air et les aliments, ainsi que l'apparition de résistances à ces produits. Ce dispositif est appelé « phytopharmacovigilance ». Il reposera sur les informations produites par les réseaux de surveillance et/ou vigilance existants. L'unité PPV-ORP sera chargée d'organiser l'interprétation sanitaire de ces informations, en lien avec les acteurs responsables des réseaux et un groupe d'experts dédié de l'Anses (GT). Les résultats de cette interprétation devront permettre, le cas échéant, de revoir les conditions d'autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, en lien avec les activités des Directions de l'évaluation des produits réglementés (DEPR) et des autorisations de mise sur le marché (DAMM).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef d'unité, le coordonnateur d'études scientifiques est responsable des activités de phytopharmacovigilance concernant la surveillance de la contamination des milieux aquatiques (eaux douces et milieux marins) et des sols par les produits phytopharmaceutiques. A cet effet, il assure les missions décrites ci-dessous.

Activités

- Identifier les réseaux et données intéressants pour la PPV et établir des partenariats pour accéder aux données, notamment en lien avec le Ministère chargé de l'écologie, l'Onema, l'Inra, etc.
- Organiser ou réaliser leur interprétation sanitaire pour la PPV.
- Proposer et mettre en œuvre des études pour compléter le dispositif de PPV.
- Présenter les travaux devant le GT « phytopharmacovigilance » et les CES ou GT dédiés de l'Agence.
- Rédiger des rapports d'avancement des travaux ou des rapports thématiques.
- Répondre à des appuis scientifiques et techniques ou des saisines notamment des Ministères de tutelle.
- Valoriser scientifiquement des travaux (rédaction de publications scientifiques, posters, interventions orales dans des colloques).
- Assurer la veille scientifique dans son domaine d'activités.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Doctorat ou Master spécialisé en écotoxicologie et/ou santé des écosystèmes.

Expérience

Expérience dans le domaine de la surveillance, de la recherche et/ou de l'évaluation des risques pour les écosystèmes, dont les écosystèmes aquatiques et/ou les sols. Une expérience spécifique dans le domaine des produits phytopharmaceutiques sera appréciée.

Compétences

- Maîtrise des méthodes de surveillance et/ou d'évaluation des risques dans le domaine de la santé des écosystèmes (milieux aquatiques et/ou sols).
- Connaissance du domaine des produits phytopharmaceutiques.
- Capacités relationnelles et organisationnelles.
- Capacités rédactionnelles et maîtrise de la communication orale.
- Capacité d'analyses et de synthèse.
- Maitrise et/ou connaissance de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels SAS, R, Stata).
- Rigueur scientifique.
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique (oral et écrit).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 19/06/2015

Renseignements sur le poste : Mathilde Merlo (mathilde.merlo@anses.fr) et Jean-Luc Volatier (jean-luc.volatier@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-074 à : recrutement@anses.fr

Date : 04/06/2015

Poste à pourvoir	**Coordonnateur d'études scientifiques de l'unité Phytopharmacovigilance et Observatoire des résidus de pesticides (H/F) – pratiques culturales dont biocontrôle, phytotoxicité et apparition de résistances**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur	Direction de l'évaluation des risques (DER) / Unité en charge de la phytopharmacovigilance et de l'Observatoire des résidus de pesticides (UPPV-ORP)
Missions / contexte	Dans le cadre de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014, le législateur a confié à l'Anses la mise en œuvre d'un dispositif de surveillance des effets indésirables des produits phytopharmaceutiques sur l'homme, les animaux d'élevage (dont l'abeille domestique), les plantes cultivées, la biodiversité, la faune sauvage, l'eau et le sol, la qualité de l'air et les aliments, ainsi que l'apparition de résistances à ces produits. Ce dispositif est appelé « phytopharmacovigilance ». Il reposera sur les informations produites par les réseaux de surveillance et/ou vigilance existants. L'unité PPV-ORP sera chargée d'organiser l'interprétation sanitaire de ces informations, en lien avec les acteurs responsables des réseaux et un groupe d'experts dédié de l'Anses (GT). Les résultats de cette interprétation devront permettre, le cas échéant, de revoir les conditions d'autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, en lien avec les activités des Directions de l'évaluation des produits réglementés (DEPR) et des autorisations de mise sur le marché (DAMM).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef d'unité, le coordonnateur d'études scientifiques est responsable des activités de phytopharmacovigilance concernant la surveillance des effets indésirables des produits phytopharmaceutiques sur les plantes cultivées : pratiques culturales associées à la protection des plantes, dont le biocontrôle et phénomènes de phytotoxicité. Le coordonnateur sera également responsable du suivi de l'apparition de résistances. A cet effet, il assure les missions décrites ci-dessous.

Activités

- Identifier les réseaux et données intéressants pour la PPV et établir des partenariats pour accéder aux données, notamment en lien avec le Ministère chargé de l'agriculture pour les enquêtes sur les pratiques culturales, la surveillance des effets non intentionnels, etc.
- Organiser ou réaliser leur interprétation sanitaire pour la PPV.
- Proposer et mettre en œuvre des études pour compléter le dispositif de PPV.
- Présenter les travaux devant le GT « phytopharmacovigilance » et les CES ou GT dédiés de l'Agence.
- Rédiger des rapports d'avancement des travaux ou des rapports thématiques.
- Répondre à des appuis scientifiques et techniques ou des saisines notamment des Ministères de tutelle.
- Valoriser scientifiquement des travaux (rédaction de publications scientifiques, posters, interventions orales dans des colloques).
- Assurer la veille scientifique dans son domaine d'activités.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Diplôme d'ingénieur en agronomie, doctorat ou master spécialisé en agronomie et protection des plantes.

Expérience

Expérience dans le domaine de la protection des plantes, dont le biocontrôle et de la surveillance de la santé du végétal (phytotoxicité, apparition de résistances).

Compétences

- Maîtrise des méthodes de surveillance de la santé du végétal.
- Maîtrise du domaine des produits phytopharmaceutiques.
- Capacités relationnelles et organisationnelles.
- Capacités rédactionnelles et maîtrise de la communication orale.
- Capacité d'analyses et de synthèse.
- Maitrise et/ou connaissance de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels SAS, R, Stata).
- Rigueur scientifique.
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique (oral et écrit).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 19/06/2015

Renseignements sur le poste : Mathilde Merlo (mathilde.merlo@anses.fr) et Jean-Luc Volatier (jean-luc.volatier@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-073 à : recrutement@anses.fr

Date : 04/06/2015

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique en évaluation des risques physico-chimiques liés aux aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	**Direction Evaluation des Risques (DER) – Unité d'évaluation des risques liés aux aliments (UERALIM)**
Missions / contexte	La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions. L'équipe est composée de 5 agents. Elle assure l'animation et le suivi des travaux

d'un Comité d'Experts Spécialisé « Evaluation des Risques Chimiques liés aux aliments », un Groupe de Travail pérenne « Evaluation des Substances et des Procédés Soumis à Autorisation en alimentation humaine » ainsi que plusieurs Groupes de Travail dédiés. Elle contribue à la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires.
Elle collabore avec les autres directions et les laboratoires de l'Agence.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Porter des projets scientifiques complexes relatifs à des expertises en évaluation des risques physico-chimiques au sein des collectifs d'experts.

Activités

- Coordonner le traitement de saisines dans le cadre du groupe de travail « Evaluation des Substances et des Procédés Soumis à Autorisation en alimentation humaine » sur les problématiques liées aux matériaux au contact des denrées alimentaires. Le titulaire du poste sera également chargé de travaux bibliographiques ou de synthèse nécessaires au traitement de certaines saisines ou à la rédaction de rapports ;
- Produire des avis scientifiques et recommandations de l'Anses dans le domaine des risques chimiques liés aux aliments ;
- Contribuer à la communication scientifique sur les avis et rapports produits ;
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité.

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Docteur ou Ingénieur (Chimie, physico-chimie, matériaux…)

Expériences similaires

- Expérience dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires.

Compétences

- Connaissances en chimie des matériaux ;
- Connaissance des méthodologies de l'évaluation des risques sanitaires ;
- Capacité à prendre en charge des problématiques scientifiques et à conduire des réunions dans le cadre d'expertise collective ;
- Compréhension des problématiques sanitaires relatives aux risques physico chimiques liés aux aliments ;
- Bonne capacité rédactionnelle, expression écrite et orale, aptitude à synthétiser des avis et des rapports ;
- Capacité à travailler en équipe et en collaboration avec les experts auprès de l'Agence ;
- Maîtrise orale et écrite de l'anglais scientifique et technique.
- La connaissance de la réglementation relative aux matériaux au contact des denrées alimentaires serait un plus.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 19/06/2015

Renseignements sur le poste : Gilles RIVIERE, adjoint au chef de l'unité Evaluation des risques liés aux aliments (URALIM)-01 49 77 27 94 ; gilles.riviere@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-076 à :

recrutement@anses.fr

Date : 10/06/2015

Poste à pourvoir	**Chargé de projets scientifiques et techniques en antibiorésistance (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Lyon (69)**
Prise de fonction	**1er septembre 2015**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Lyon Unité Antibiorésistance et Virulence Bactériennes (AVB)
Missions / contexte	Le périmètre scientifique de l'unité Antibiorésistance et Virulence Bactériennes (8 agents hors étudiants, dont 3 scientifiques et 5 techniciens) est centré sur la surveillance des niveaux de résistances aux antibiotiques et la caractérisation moléculaire des mécanismes sous-jacents chez les principales bactéries pathogènes ou commensales de diverses espèces animales. Il inclut également une approche de la virulence de ces germes, ainsi que de leurs types génétiques. Parallèlement, un pôle Antibiorésistance (ABR) transversal aux laboratoires de l'Anses a été créé en janvier 2015, regroupant les agents de ces laboratoires travaillant aux missions de référence, surveillance et recherche en antibiorésistance.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

L'ouverture du poste est consécutive à la mise en place d'un pôle ABR (janvier 2015), dont le pilotage est assuré par le chef de l'unité AVB, devenu également chef de pôle. Le (la) titulaire du poste contribuera pour partie à des activités de coordination dans le cadre du pôle ABR, et pour partie à une reprise d'activités d'appui scientifique et de recherche au sein de l'unité AVB. De façon générale, sous l'autorité du chef d'unité AVB/chef de pôle ABR, le (la) titulaire du poste sera en charge de la conduite d'activités scientifiques et techniques en antibiorésistance.

Activités

Dans le cadre du pôle ABR, et sous l'autorité du chef de pôle, le (la) titulaire du poste contribuera aux différents enjeux liés à cette organisation transversale. Cette contribution sera progressive en fonction de la nature des sujets et de l'expérience acquise. Elle portera sur des aspects en lien avec la coordination des activités des laboratoires, de participation à des réunions techniques/groupes de travail (y compris conduite de réunions), d'animation scientifique, de production documentaire (compte-rendus, rapports, …) et de communication.

Le(la) titulaire devra être engagé(e) dans la conduite de projets scientifiques, le travail de paillasse au laboratoire, l'encadrement d'étudiants et de personnels techniques et la participation à l'animation du réseau Résapath. Ce dernier point, cœur de métier de l'unité AVB, rassemble de nombreuses tâches (essais inter-laboratoires, formation et soutien techniques, édition du rapport Résapath annuel, communication, …).

Conditions particulières

Le(la) titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
Bac+5 en bactériologie et biologie moléculaire

Expériences
- Expérience requise dans le domaine de l'antibiorésistance
- Une expérience d'encadrement et/ou de conduite de projets serait un plus

Compétences
- Compétences requises en bactériologie et biologie moléculaire
- Une compétence en bioinformatique serait un plus
- Goût prononcé pour le travail en laboratoire
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale) et goût pour l'écriture de publications
- Maitrise de l'outil informatique
- Organisé(e), rigoureux(se) et dynamique,
- Force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 01/07/2015

Renseignements sur le poste : Jean-Yves Madec (chef d'unité AVB, chef du pôle Antibiorésistance) (jean-yves.madec@anses.fr; 04 78 69 68 30 / 06 85 08 93 30

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-061 à : recrutement@anses.fr

Date : 04/06/2015

Poste à pourvoir	**Vétérinaire en anatomie pathologique des espèces équine et asine (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Goustranville proche Dozulé (14)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de pathologie équine de Dozulé Unité Epidémiologie et Anatomie Pathologique (EAP)
Missions / contexte	L'unité EAP réalise environ 300 autopsies d'équidés par an. Cette activité d'anatomie pathologique permet une surveillance de l'évolution des maladies équines connues et une détection des maladies émergentes. Elle est également source de données d'épidémiologie descriptive et permet d'alimenter une souchothèque de bactéries pathogènes d'origine équine. Par ailleurs, l'unité réalise des enquêtes épidémiologiques de terrain et développe des dispositifs de surveillance épidémiologique de la mortalité des équidés. L'unité est composée de 8 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions	Sous l'autorité du chef d'unité, le vétérinaire est en charge de la réalisation des autopsies d'équidés et de l'alimentation de la base de données associée. l'agent peut également être amené à participer au développement des dispositifs de surveillance épidémiologique nationale de la mortalité des équidés.
Activités	- Mise en œuvre d'un protocole défini d'examen nécropsique - Gestion des prélèvements pour examens complémentaires - Restitution orale et écrite des résultats d'autopsie et des examens complémentaires - Alimentation de la base de données - Participation au développement des dispositifs de surveillance épidémiologique nationale de la mortalité des équidés
Conditions particulières (pré requis indispensable pour tenir le poste)	Bonne condition physique pour la pratique des autopsies et capacité à supporter le travail dans un environnement particulier.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Vétérinaire

Expériences similaires

- Expérience appréciée en pratique équine et/ou en autopsie des équidés

Compétences

- Excellente connaissance de la pathologie équine
- Connaissance de l'anatomie et de l'anatomie-pathologique des équidés
- Capacités relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Rigueur
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 19/06/2015

Renseignements sur le poste : Jackie TAPPREST (jackie.tapprest@anses.fr ou 02 31 79 79 58)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-075 à :

recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

FranceAgriMer
Intervention/Programmes Opérationnels et Promotion/Programmes Opérationnels
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002
93555 MONTREUIL CEDEX

Chef(fe) de l'unité programmes opérationnels

N°appel à candidature : 150603
Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : sans objet	**Cotation part fonction PFR : 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**

Poste susceptible d'être vacant
Localisation : Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer est un établissement public administratif. Il intervient notamment dans les domaines agricoles et alimentaires par la mise en œuvre de mesures communautaires liées à la PAC, dont l'octroi d'aides. Ces aides communautaires sont gérées au sein de la direction interventions de l'Etablissement dont l'unité « programmes opérationnels » est une des composantes. Cette unité (de l'ordre de 30 personnes) gère des aides communautaires principalement dans le secteur des fruits et légumes (mesure fonds opérationnel) au profit d'organisations de producteurs reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté des programmes opérationnels.	
Objectifs du poste	- Gérer les dispositifs d'aides conformément aux dispositions réglementaires ; - Organiser et coordonner l'action des agents de l'unité pour la mise en œuvre opérationnelle de ces dispositifs.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Anticiper et préparer, en liaison avec les responsables de pôle de l'unité, la gestion des mesures et le paiement des aides fonds opérationnel ; - Coordonner et organiser la mise en œuvre de ces mesures avec les autres services de l'établissement ; - Organiser et suivre le déroulement des opérations administratives, l'instruction, la supervision et l'ordonnancement des montants à payer ; - Garantir le respect des procédures et obligations réglementaires ; - Participer aux travaux sur les évolutions réglementaires nationales ou communautaires ; - Répondre aux missions de contrôles internes et externes, aux demandes du ministère ou de l'UE.	
Champ relationnel du poste	- Services internes de FranceAgriMer (agence comptable/service des contrôles/services territoriaux/délégués filière …) ; - Services du MAAF/services de contrôle ou d'audit externes ; - Bénéficiaires des aides / organisations de producteurs …	
Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaître :**	**Savoir-faire/Maîtriser :**
	- L'environnement institutionnel général et propre au domaine d'activité ; - La réglementation relative aux dispositifs communautaires gérés ; - Les règles horizontales ou lignes directrices communautaires s'appliquant aux dispositifs gérés ; - L'organisation interne de l'établissement.	- Les procédures internes de gestion ; - Les techniques de management et les appliquer à l'équipe en place ; - La conception et la mise en œuvre des procédures ; - Le pilotage de l'activité de l'unité au regard des délais et des obligations relevant des dispositifs gérés.
Personnes à contacter	- Pierre-Yves BELLOT, Directeur des interventions – Tél. : 01.73.30.30.13 pierre-yves.bellot@franceagrimer.fr - Thierry JANVIER, Chef du service programmes opérationnels et promotion – Tél. : 01.73.30.29.80 thierry.janvier@franceagrimer.fr - Dany GAIGNIOT, Chef de l'unité développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : 02 juillet 2015

Parc amazonien de Guyane
Parc national

APPEL A CANDIDATURE AU POSTE DE

CHARGÉ DE MISSION TOURISME

Crée en février 2007, le Parc amazonien de Guyane a pour mission de protéger la nature, de valoriser les cultures traditionnelles et d'organiser avec ses partenaires un développement économique local adapté aux modes de vie des populations. En plus des missions classiquement dévolues au parcs nationaux, l'Etablissement public du PAG s'est vu confier certaines missions spécifiques (article L331-15-5 du Code de l'environnement) parmi lesquelles : « de contribuer au développement des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, en prenant en compte leur mode de vie traditionnel et de participer à un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel dans le cadre du projet de développement durable défini par la charte du parc national ».

Le contexte des territoires concernés par le PAG se caractérise par des communes isolées, parfois une forte croissance démographique, un retard des équipements et services et des freins au développement identifiés, dont un déficit important sur les pré-requis au développement. Pour autant, il existe un potentiel local et des perspectives d'activités, tant pour les initiatives privées que publiques, mais elles nécessitent un accompagnement et un soutien adaptés, notamment pour engager une dynamique d'intégration dans l'économie formelle.

Résidence administrative : Rémire-Montjoly

Statut : titulaire de catégorie A de la fonction publique d'Etat ou de la fonction territoriale ou contractuel de niveau équivalent.

Missions :
Sous l'autorité du chef du Service développement durable et en lien avec les délégations territoriales et les services du siège, il/elle propose, formalise et met en œuvre les orientations stratégiques et actions du parc en matière de développement touristique durable et équitable.
Il/elle contribue, sur les territoires du parc, à la cohérence entre le développement touristique, la conservation des patrimoines naturels et culturels, et le développement local, dans le respect des modes de vie.
Il/elle est responsable de la conception, de la réalisation et de l'évolution et du suivi des actions dans son domaine d'intervention.
Il/elle assure le suivi technique et administratif des opérations dont il/elle a le pilotage et du budget dédié, ainsi que la recherche de financements le cas échéant (montage de dossiers de financement).
Il/elle assure le dialogue partenarial de l'établissement avec les acteurs en lien avec le secteur touristique.

Activités :
Il élabore et met en œuvre la stratégie opérationnelle touristique du Parc amazonien de Guyane (PAG), en concertation avec les partenaires et dans le cadre de la Charte du parc national :

✓ Dans des approches concertées, co-construites ou participatives impliquant les collectivités locales, les acteurs locaux et les habitants des différents bassins de vie, il/elle contribue à la mise en place d'une éthique partagée de l'accueil, de la découverte et du tourisme responsable, notamment en territoires Wayana, Wayampi, Teko et Aluku ;

✓ Il accompagne les collectivités et acteurs locaux pour la structuration d'une stratégie locale de développement touristique sur les territoires concernés par le parc ;

✓ Il assure le pilotage et la coordination fonctionnelle de la thématique au sein des équipes du PAG et propose un rapport annuel sur le développement de l'activité touristique dans le parc ;

Il/elle participe au développement du territoire en pilotant l'élaboration et la mise en œuvre de programmes et

de projets de développement touristique dans les communes du parc, en lien étroit avec les délégations territoriales du PAG. Il/elle accompagne et favorise l'émergence d'une offre touristique impliquant les acteurs du territoire et l'économie locale, en contribuant à l'emploi et à la valorisation des patrimoines locaux et des modes de vie et savoir-faire des habitants :

✓ Il/elle (elle) réalise des études de faisabilité, aide à la conception de nouveaux produits, propose des améliorations qualitative et quantitative de l'offre touristique intégrant l'identité du territoire concerné ;

✓ Il/elle anime la mise en place d'un socle d'équipement, de formations et d'animations, de produits et de services favorisant la découverte touristique du territoire, de ses patrimoines, des modes de vie et le développement de l'éco-tourisme ; Il met en relation les porteurs de projets et les personnes ressources des organismes compétents, assiste les communes, pour la conception, la réalisation d'infrastructures visant le développement du tourisme ; Il/elle coordonne la valorisation de produits touristiques du territoire par la marque collective « Esprit parc national » ;

✓ Il/elle soutient la conception d'une offre structurée de sentiers et circuits (circuits à thèmes, sentiers d'interprétation…) par les délégations territoriales et assure la coordination avec les partenaires institutionnels compétents, il coordonne les initiatives locales en faveur de l'accessibilité pour tous en matière d'accueil et de découverte touristique ;

✓ Il/elle accompagne les porteurs de projets qu'ils soient publics ou privés dans la définition, la mise en œuvre et le suivi de leurs projets, notamment dans le cadre du LEADER ; Il veille à la cohérence entre ces derniers et la politique de développement portée par le PAG, la valorisation des richesses patrimoniales naturelles et culturelles des territoires et leur identité ainsi qu'aux conditions de faisabilité et de viabilité des projets ;

✓ Il/elle coordonne ou conseille la mise en tourisme d'événements mis en place ou soutenus par le parc sur le territoire.

Il/elle favorise les partenariats et la promotion d'un développement touristique, intégré à l'échelle régionale, dans le respect des modes de vie :

✓ Il/elle participe au réseau de partenaires guyanais liés au tourisme amazonien, qu'il contribue à construire si nécessaire, et établit des liens avec les acteurs dans les pays frontaliers ;

✓ Il/elle contribue à la promotion du territoire, en lien avec les acteurs locaux, les collectivités et le service communication du parc ;

✓ Il/elle représente le PAG dans les démarches de contrat de destinations, de contrat de territoire et dans le dialogue avec le Comité du Tourisme Guyanais.

Il/elle assure, en lien avec le service communication, la réalisation des supports et outils de communication sur l'activité touristique (dépliants, journaux, manifestations) proposé par le PAG ou sous traités à des prestataires de services :

✓ Il/elle contribue à la participation du PAG au salon du tourisme (salon annuel) et autres évènements liés au tourisme ;

✓ Il/elle contribue aux contenus des supports internes du parc relatifs à sa thématique et à la promotion du territoire.

Connaissances :

- Bonne connaissance du marché local, régional et international, du marketing touristique (relation produits – marchés), de la réglementation en matière de tourisme, des financements dans ce domaine et des organismes professionnels et organismes intervenant dans le domaine du tourisme. Une expérience dans le secteur de l'écotourisme en milieu tropical, voire amazonien, sera un avantage important ;
- Bonne connaissance du secteur public (conventions, marchés…), de la culture de l'administration publique, et de la politique des aires protégées ;
- Capacité à monter, suivre et évaluer des dossiers techniques et financiers, publics et privés.

Qualités et aptitudes :

- Capacité à proposer et animer une approche stratégique et savoir mobiliser et fédérer autour d'un projet ;
- Aisance relationnelle, notamment dans des contextes multiculturels, qualités d'écoute et de médiation, aptitude au travail en équipe et en partenariat ;
- Capacité d'analyse et de synthèse ;
- Capacité rédactionnelle, (projets, compte-rendu, courriers, dossier technique) ;
- Rigueur, méthode, organisation du travail et autonomie ;
- Disponibilité et aptitude aux déplacements fréquents sur le territoire de la Guyane, bonne condition physique, aisance sur le terrain et en milieu forestier ;
- Convictions en faveur de l'environnement et de la protection de la nature.
- 5 années minimum d'expérience dans le développement du tourisme en Guyane ou dans des contextes similaires.

Echéance de recrutement : Le 1er octobre 2015

Afin de tenir compte du contexte très particulier du Parc amazonien de Guyane, la procédure de recrutement prévoit si nécessaire une évaluation et un entretien avec un jury.

Date limite de candidature : Le 14 juillet 2015

Les candidatures (lettre de motivation et curriculum vitæ) sont à adresser à l'attention de :
M. Gilles KLEITZ, Directeur du Parc amazonien de Guyane.
1 rue Lederson
97354 Rémire Montjoly

La candidature (lettre de motivation et curriculum vitæ) est à transmettre par courrier postal ou courriel à:

Marie-Claude RILOS, Responsable des ressources humaines :
recrutements@guyane-parcnational.fr

Avec copie à

Melina Roth
Chef du service Développement Durable
melina.roth@guyane-parcnational.fr
Tél: 05 94 29 12 52 | Port: 06 94 21 24 63

Pour tout renseignement contacter :
Melina Roth
Chef du service Développement Durable
melina.roth@guyane-parcnational.fr
Tél: 05 94 29 12 52 | Port: 06 94 21 24 63

Marie-Claude RILOS
Responsable des ressources humaines
Tél: 05 94 29 12 52

Parc national du Mercantour

Recrutement d'un(e)

Chargé(e) de mission pédagogie/éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD)

Poste à plein temps de catégorie A, ouvert aux fonctionnaires et par mesure dérogatoire aux contractuels de niveau équivalent (contrat à durée déterminée de 3 ans, sous réserve de validation par le contrôleur financier de l'établissement).

Il est basé à Nice sous l'autorité du Chef du service sensibilisation et valorisation du territoire (SVT).

Date de prise de poste : 15 octobre 2015.

La date limite de réception des candidatures par le Parc national est fixée au 10 juillet 2015.

Rattachement : Service Sensibilisation et Valorisation du Territoire (SVT)

Résidence administrative : Nice

Principaux interlocuteurs internes : Chefs de services, chargés de mission (agropastoralisme, activités de pleine nature, éco-tourisme, police/évaluation environnementale, ingénierie financière, communication, ...), gardes-moniteurs, postes supports du secrétariat général...

Principaux interlocuteurs externes : Parcs Nationaux de France et les autres parcs nationaux ; institutionnels, associations, fédérations, enseignants, centres de loisirs, associations de quartiers, chargés de mission de l'Inspection académique ; réseaux alpins, régionaux, nationaux, prestataires...

1. Contexte :

Le Parc national du Mercantour est géré par un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du ministre de l'Écologie. Ses 79 agents sont répartis au siège (35 personnes – Direction et 3 services) et sur le terrain (44 personnes - 5 services territoriaux). Son budget annuel est de l'ordre de 6,5 millions d'euros en fonctionnement et investissement (subvention du Ministère de l'Écologie principalement).

La Charte du Parc présente une orientation en cœur de parc et trois mesures pour l'aire adhésion directement en lien avec l'EEDD.

Une stratégie EEDD a été validée en 2013 et le Plan d'action pour sa mise en œuvre est en cours de réalisation.

2. Périmètre de la mission :

Le chargé de mission pédagogie/EEDD est chargé de préparer, développer, mettre en œuvre et évaluer la stratégie EEDD de l'établissement. Le chargé de mission pédagogie/EEDD agit dans le cadre de la Charte du parc et anime la réflexion autour de cette thématique en apportant un appui technique interne /externe par des études, la mise en œuvre de projets, le développement de partenariats et le bilan des actions engagées. Pour ce faire, il coordonne le travail réalisé avec l'ensemble des agents de l'établissement impliqués mais aussi les acteurs du territoire et, plus largement, ceux des départements et de la région. Il sera le correspondant de nos plus proches partenaires sur cette thématique (Parco Naturale Alpi Marittime, Parcs Nationaux de France, Réseau Régional des Gestionnaires d'Espaces Protégés PACA, ALPARC,...).

Par ailleurs le Parc national du Mercantour est engagé dans une démarche transfrontalière d'envergure, non seulement aux côtés de son partenaire privilégié le Parco naturale Alpi Marittime (Italie) mais également dans le cadre d'une candidature au Patrimoine Mondial de l'Humanité de l'UNESCO.

3. Activités principales :

3.1 Pilote la mise en œuvre de la stratégie EEDD de l'établissement ainsi que de son plan d'action en lien avec la Charte :

- développe les projets et toute action complémentaire au plan d'action pour une éducation au développement durable entre le Parc et le monde enseignant, en relation le cas échéant avec des partenaires (CAUE,ONF,ADEME…)
- apporte une assistance technique aux projets en termes de contenu pédagogique (méthodes, outils), en termes d'organisation logistique des projets (hébergement, intervenants) ou en termes de labellisation de séjours (classes transplantées)
- assure le suivi en direct de projets pédagogiques
- accueille, accompagne et coordonne les demandes de montages d'activités éducatives liées à l'environnement de la part des enseignants
- peut être amené à définir les projets bénéficiant de financements
- recherche des subventions et des partenariats financiers
- assiste les services et secteurs du Parc en termes de projets pédagogiques
- organise des formations pour les agents de terrain et pour d'autres acteurs partenaires du parc sur les questions d'éducation à l'environnement
- favorise la mise en réseau de différents acteurs pour les actions éducatives
- développe une « culture de la nature » pour les habitants et acteurs du territoire parc
- anime la Commission EEDD du CESC du Parc

3.2 Développe des outils d'éducation à l'environnement :

- met en place, actualise ou développe des programmes éducatifs et outils pédagogiques
- étudie des projets d'outils et supports pédagogiques
- évalue les actions entreprises dans son domaine d'activité
- détermine les ressources pédagogiques à créer en partant des besoin exprimées par les secteurs et les services du siège

3.3 Anime les conventions de partenariat (Inspection académique, Conseil Départemental...) :

- participe à la mise en place des conventions avec nos partenaires
- participe aux comités de pilotage et réunions techniques liées au domaine d'activité
- favorise les liens entre enseignants et recherche scientifique

4. Activités spécifiques :

- organise et assure, si nécessaire, la formation des gardes moniteurs et le cas échéant des personnels saisonniers, de ceux de nos partenaires (communes, OT, etc.) ou des personnels éducatifs
- organise des journées d'échanges entre les enseignants et les gardes moniteurs ou socio professionnels de l'accueil
- anime ou participe à un groupe thématique ou une commission de travail PNX lié au domaine d'activité
- participe à des manifestations, événements ou communications destinés aux scolaires et étudiants
- définit et teste des actions d'éducation à l'environnement pour divers publics (grand public, habitants, touristes, adolescents, seniors, etc...)
- accueille et encadre des stagiaires/services civiques

5. Compétences et connaissances nécessaires :

- Maîtrise de l'ingénierie pédagogique
- Connaissance de l'interprétation du patrimoine, de la muséographie et de la valorisation des sites naturels
- Maîtrise des techniques d'animation et de la création d'outils pédagogiques
- Techniques de communication, capacités de synthèse, de rédaction et d'élocution
- Fonctionnement des établissements publics et des collectivités territoriales
- Connaissance du territoire Marittime-Mercantour
- Règles courantes de mise en œuvre du code des marchés publics
- Travail en mode projet, animation de réseaux et de réunions
- Pratique de langues étrangères (italien nécessaire et anglais souhaité)
- Disponibilité, conduite (permis) et marche en milieu montagnard.

6. Expériences souhaitées :

- Expérience en création et gestion de projets pédagogiques
- Expérience de travail d'animation de groupes-projets et de réseaux,
- Expérience de conduite de projets relevant notamment des fonds européens,
- Expérience en matière de mise en place de marque collective, à défaut de labels de qualité nationaux ou européens
- Expérience en matière de gestion de projets territoriaux (liée à une charte de parc national, à défaut de parc naturel régional)

7. Savoir-être attendus :

- Esprit d'initiative et d'adaptation

- Aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires
- Diplomatie et bon relationnel, en interne comme en externe
- Rigueur et autonomie de travail, sens de l'organisation

8. Candidature :

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, ainsi que sa date de disponibilité.

Les dossiers de candidature seront adressés par voie postale de façon à être réceptionnés au plus tard le 10 juillet 2015. Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement organisé au siège du Parc du Mercantour durant la seconde quinzaine du mois de juillet 2015.

Tous les candidats recevront une réponse à leur candidature, au plus tôt dès que la présélection à l'oral aura été faite, au plus tard lors de la sélection définitive du candidat.

Les candidatures sont à adresser à :

Monsieur Alain BRANDEIS
Directeur du Parc national du Mercantour
23 rue d'Italie
BP 1316
06006 Nice Cedex 1

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez contacter :

Monsieur Florent FAVIER
Chef du service SVT
Tel : 04 93 16 50 80
e-mail : florent.favier@mercantour-parcnational.fr

Appel à candidature

chef d'unité territoriale Bigorre – Parc national des Pyrénées -

Poste de catégorie A et A+
ouvert aux fonctionnaires, agents titulaires de catégorie A et A+ de la fonction publique d'Etat

Le Parc national des Pyrénées

Le Parc national des Pyrénées a été crée le 23 mars 1967. Il est l'un des plus anciens des dix parcs nationaux de France. Il est organisé en deux zones : la zone cœur (*45 000 hectares*) réglementairement protégée et l'aire d'adhésion composée de soixante trois communes (*douze en Pyrénées-Atlantiques et cinquante et une en Hautes-Pyrénées*) et quelques 40 000 habitants. Il est doté de fabuleux paysages et d'une richesse floristique et faunistique exceptionnelle. Il œuvre à la connaissance de ce patrimoine, le protège et le gère.

En montagne tout comme dans les vallées, tous les publics sont accueillis. Le Parc national des Pyrénées développe des actions de sensibilisation et met en œuvre des animations à destination du grand public, des habitants de vallées, des scolaires et pour les personnes en situation de handicap et d'insertion.

Le Parc national est un partenaire permanent de la vie locale. Il soutient, grâce à sa charte du territoire, la valorisation d'un patrimoine naturel et culturel. Il favorise un développement patrimonial des vallées en apportant une aide technique et financière aux communes et à leurs regroupements, aux socioprofessionnels, aux associations…

La charte du Parc national des Pyrénées a été approuvée par le décret numéro 2012-1542 du 28 décembre 2012, modifié par décret numéro 2013-962 du 25 octobre 2013.

Il s'agit d'un projet de territoire qui définit des objectifs et des engagements de collaboration et de partenariat avec les acteurs du territoire pour une durée de quinze ans. Soixante trois communes ont fait le choix d'adhérer à la charte du territoire. Un plan d'actions a été arrêté. Des conventions d'application de la charte du territoire sont en cours de signature avec les communes et les personnes morales à vocation intercommunale.

La déclinaison de la charte doit être conduite, sur le territoire, avec l'ensemble des partenaires socio économiques, les élus, les associations et les habitants.

Missions

Le chef d'unité territoriale Bigorre participe au comité de direction et aura deux activités principales :

- **coordination, gestion et animation de l'unité territoriale :**

Le chef d'unité territoriale :

- manage une équipe de trois techniciens spécialisés et des chefs de secteurs de l'unité territoriale,
- organise le travail de l'unité territoriale, en planifiant et coordonnant l'ensemble des activités, en étroite relation avec les chefs de secteurs en ayant une vigilance particulière sur les agents ayant des compétences transversales,
- fixe les objectifs des chefs de secteurs, veille au suivi de l'avancement des activités, rédige le bilan des activités avec l'appui des chefs de secteurs,
- évalue annuellement les chefs de secteurs et les techniciens spécialisés,
- assure la répartition des moyens affectés à l'unité territoriale (*dotations matérielle, logistique et humaine*),
- anime les réunions internes de l'unité territoriale,
- s'assure de l'application des consignes de sécurité auprès des agents,
- assure la continuité du service, notamment au titre du management des secteurs, au sein de son unité territoriale,

- **suivi de la mise en œuvre de la charte du territoire du Parc national des Pyrénées :**

En étroite relation avec la chargée de mission charte du territoire, le chef d'unité territoriale :

- coordonne et développe les relations avec les partenaires locaux à l'échelle intercommunale (*services de l'Etat, régions, départements, communauté des communes, pays, commissions syndicales, syndicats mixtes*, …). Pour l'unité territoriale Béarn, cette mission est étendue aux communes de la vallée d'Aspe,
- participe ponctuellement aux réunions thématiques avec les chargés de mission des services direction, connaissances, développement et communication,
- coordonne la mise en œuvre des conventions d'application de la charte du territoire et rend compte de l'avancement des programmes annuels,

- **activités annexes :**

- peut être amené à représenter le Parc national des Pyrénées dans des colloques, conférences ou manifestations,
- propose, au service communication, des éléments utiles à la valorisation de l'établissement sur le territoire,
- planifie et met en place un programme d'accueil saisonnier,
- est amené à participer à des actions de terrain.

Compétences recherchées

1 - compétences techniques :
- réglementation des Parcs nationaux et des espaces protégés,
- loi numéro 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux, connaissance fine du territoire, du contexte socio-économique et de ses principaux acteurs,
- connaissances du fonctionnement des collectivités locales.
- organisation, techniques de management, connaissance des principes relatifs à la gestion d'unités fonctionnelles de la fonction publique d'Etat,
- maîtrise des outils informatiques courants (*Word, Excel, Power Point*),
- bonne pratique de la montagne,

2 - compétences transversales :
- autonomie, réactivité, esprit d'initiative, disponibilité,
- capacités d'analyse et de synthèse,
- expérience d'animation de réseaux d'acteurs,

3 - compétences relationnelles :
- aisance relationnelle et en prise de parole en public,
- aptitude au travail en équipe,
- capable de diplomatie et de force de conviction,
- sens de l'organisation,

Conditions d'exercice du poste

1 - conditions matérielles : dispose des moyens logistiques de l'unité territoriale Bigorre et du secteur du Parc national des Pyrénées de Luz Saint Sauveur. Le poste est positionné à Luz Saint Sauveur - Hautes-Pyrénées.

2 - horaires et saisonnalités : application du règlement intérieur de l'aménagement et de la réduction du temps de travail du Parc national des Pyrénées. Une forte disponibilité est nécessaire du fait de déplacements réguliers y compris en soirée et le week-end, notamment, lors de réunions techniques et publiques (*conseils municipaux, réunions d'élus*).

3 - conditions particulières : le chef d'unité territoriale bénéficie d'un téléphone portable et d'un ordinateur portable.

L'unité territoriale Bigorre du Parc national des Pyrénées couvre les territoires du val d'Azun et des vallées de Cauterets – Luz Saint Sauveur – Gavarnie et d'Aure.

La résidence administrative est fixée au siège de l'unité territoriale Bigorre du Parc national des Pyrénées à Luz Saint Sauveur - Hautes-Pyrénées.

Encadrement de personnel :	X oui
Si oui combien : trois techniciens spécialisés et les chefs de secteur	
Fonctions transversales :	X non
Chef de projet :	X non

Disponibilité

Poste à pourvoir au 1er septembre 2015.

Modalités de dépôt des candidatures

Adresser, avant le vendredi 3 juillet 2015 à 17 heures, une lettre de motivation et un curriculum vitae à :

Monsieur le directeur du Parc national des Pyrénées
Parc national des Pyrénées
Villa Fould
2, rue du IV septembre
65000 TARBES

Une copie du dernier arrêté en date, reflétant la position et le grade du candidat, sera jointe.

Les candidatures reçues par voie électronique ne sont pas prises en considération.

Une première sélection des candidats se fera sur dossier. Le Directeur du Parc national des Pyrénées organisera un entretien avec les candidats sélectionnés. Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée, par un courrier, des suites réservées à sa démarche.

Pour tout renseignement complémentaire sur le poste et les missions fonctionnelles :

Monsieur Gilles PERRON
Directeur du Parc national des Pyrénées
Parc national des Pyrénées
Villa Fould
2, rue du IV septembre
65000 TARBES
Tél : 05 62 54 16 40

Pour tous renseignements statutaires :

Monsieur Yves HAURE
Secrétaire général du Parc national des Pyrénées
Parc national des Pyrénées
Villa Fould
2, rue du IV septembre
65000 TARBES
Tél : 05 62 54 16 40

Fait à Tarbes, le mardi 2 juin 2015